



Thierry de Montbrial: "L' Europe est habituée à payer pour des situations qu' elle ne contrôle pas politiquement"

19.02.2008

La déclaration unilatérale d' indépendance du Kosovo ouvre «une boîte de Pandore» qui ne sera pas sans conséquences sur la situation des minorités, notamment en Russie, estime le directeur de l' IFRI, Thierry de Montbrial. De leur côté, les Européens n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur une déclaration commune concernant la situation au Kosovo.

EurActiv.fr: Avez-vous des craintes quant à la stabilité dans la région des Balkans? Pourrait-il y avoir une guerre ?

Thierry de Montbrial: Cette affaire est extrêmement mal enclenchée depuis le début, c'est-à-dire depuis l' intervention de l' OTAN en Serbie en 1999, qui n' avait jamais été approuvée par l' ONU, il faut le rappeler. Les Etats-Unis, pour des raisons sur lesquelles on ne va pas revenir, avaient à l' époque immédiatement décidé que le Kosovo deviendrait indépendant. C' est une proclamation qu' ils ont faite tout seul, sans concertation. Sans tenir compte, d' ailleurs, du fait que le Kosovo dans son histoire n' avait jamais été un Etat, avec des frontières d' Etat etc.

Cette position, maintenue depuis 1999 par les Américains, et soutenue par certains Européens, n' a jamais été préparée sur le plan régional. Nous nous trouvons donc aujourd' hui dans une situation où la Serbie considère avoir été blessée dans sa chair, et où, sur le plan du droit international, les points de vue sont extrêmement différents. En outre, le Kosovo proclame son indépendance, mais n' a aucune des caractéristiques de la viabilité d' un Etat indépendant; il dépend de l' extérieur sur à peu près tout, y compris d' ailleurs sur le plan de sa sécurité intérieure. Cette situation ouvre donc vraisemblablement une sorte de boîte de Pandore.

L' absence de consensus entre les Européens augure-t-elle mal de la future diplomatie européenne, qui devrait être mise en place si le traité de Lisbonne est ratifié?

Ce n' est pas une découverte... Mais il est fâcheux que sur un sujet éminemment européen, l' Europe n' ait jamais eu le leadership. Des solutions tout à fait différentes auraient pu être imaginées. La grande difficulté dans cette affaire est que nous avons créé les attentes des Kosovars. Si les Américains et certains Européens ne leur avaient pas dit depuis 1999 qu' ils allaient devenir indépendants, si nous n' avions pas entretenu cette flamme depuis, ils auraient eu une autre attitude aujourd' hui et la situation antérieure aurait pu être maintenue, tout du moins jusqu' à ce que l' ensemble soit résolu dans un cadre européen.

Il ne faut pas sous-estimer l' action de l' UE car, au rythme de l' histoire, ce que nous faisons est assez extraordinaire. Il n' empêche que dans ce dossier, nous avons laissé l' initiative à d' autres et risquons d' en payer en partie les conséquences. Même si nous ne serons pas les seuls. Ce qui se passera en Géorgie ou ailleurs sera très largement influencé par la situation actuelle.

L' Europe va pourtant avoir un rôle de maintien de la paix dans la région...

Oui mais, d' une façon générale, l' Europe est habituée à payer pour des situations qu' elle ne contrôle pas politiquement. C' est quelque chose que nous faisons couramment, non seulement en Europe, mais ailleurs. Après

l'horrible guerre de la décomposition de la Bosnie-Herzégovine, par exemple, l'aéroport de Sarajevo, qui avait été détruit pendant la guerre, a été entièrement reconstruit et financé par les Européens. Il a été par la suite inauguré par le secrétaire d'Etat américain...

Allons-nous être confrontés à une opposition entre d'un côté les Etats-Unis et l'Europe et, de l'autre, la Chine et la Russie?

Il faut tout d'abord avoir à l'esprit que l'Europe est divisée. Et même si la majorité des Etats européens reconnaîtra l'indépendance du Kosovo, six d'entre eux, au moins, n'y sont pas prêts, parce qu'ils redoutent les conséquences, plutôt indirectes d'ailleurs, de l'indépendance du Kosovo sur leur territoire. Quant aux Russes, ils n'ont pas été pris au sérieux, mais cela fait des mois et des mois qu'ils expriment leurs objections. Alors effectivement, si non pas demain, mais en fonction des circonstances, les Russes veulent soutenir l'indépendance de l'Abkhazie ou de l'Ossétie du Sud, en Géorgie, par exemple, il ne faudra pas s'étonner.

Bernard Kouchner a souhaité « bonne chance » aux Kosovars. Que pensez-vous de la position de la France sur ce dossier?

Bernard Kouchner et Nicolas Sarkozy ont, sur ces questions, adopté des positions proches de celles des Américains, ce qui n'était pas le cas de Jacques Chirac. De ce point de vue là, comme d'ailleurs sur certains autres sujets, il y a donc effectivement une évolution. Nous verrons, à l'usage, comment les positions françaises s'adapteront aux réalités.